

**l'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**Unité
ouvrière**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)



Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1724 - 27 juillet 2001 - prix : 9F

les
Gênes
assassins
de l'ordre

M 6189 - 1724 - 9,00 F



(p. 3, 6 et 7)

SOMMAIRE

Leur société

- 4 - Guigou à l'assaut des hôpitaux déjà sinistrés
- Les exclus de la CMU
- 5 - Risques professionnels: une exploitation de plus en plus féroce
- Contre l'exclusion, le gouvernement pratique le goutte-à-goutte

Tribune

- 4 - G8 à Gênes: on affame les pauvres, on tire sur les contestataires

Dans le monde

- 6-7 - Gênes et le G8:
 - Pour Berlusconi, «le bilan est positif»
 - «Fonds mondial pour la santé» ou l'hypocrisie des dirigeants impérialistes
 - Sous-développement et responsabilités de l'impérialisme
 - Environnement, les accords de «Kyoto» sont «sauvés»... mais pas la planète!
- 12 - Allemagne: pouvoirs publics et syndicat à l'aide de BMW
- État-Unis: rebondissement dans la crise de l'électricité
- Colombie: Coca-Cola accusé d'avoir fait assassiner un syndicaliste

Dans les entreprises

- 8 - Aventis (Romainville): la direction poursuit ses suppressions d'emplois
- Filature d'Helemmes (Lille), en lutte contre les licenciements
- Citroën (Rennes): les intérimaires ont gagné
- 9 - Bata (Moussy): les travailleurs ne se laissent pas jeter
- Flextronics (Lunéville): le jeu des fermetures et rachats d'usines
- Alstom: pendant les commandes, les licenciements continuent
- 10 - Hôpital Saint-Antoine (Paris): Guigou-Kouchner, une visite en catimini
- Obi (Clermont-Ferrand): une grève payante
- VDM (Lucé): contre les licenciements

Lire

- 11 - *Ailleurs en ce pays* de Colum Mc Lann
- *Le ventre de New York* de Thomas Kelly
- *L'équilibre du monde* de Rohinton Mistry

Déficit du budget

DES RECETTES EN MOINS POUR L'ÉTAT, MAIS PAS POUR LE PATRONAT

Le ministère de l'Économie et des Finances vient d'annoncer qu'il s'attendait à 25 milliards de recettes fiscales de moins de 2001, s'ajoutant à un déficit déjà prévu de 186 milliards de francs. Adieu donc, la «cagnotte» qui avait alimenté le feuilleton politique de l'été dernier!

L'explication partielle de ce manque à gagner serait la stagnation de la croissance. C'est déjà cette dernière que Laurent Fabius avait invoquée pour donner un avis défavorable quant aux fameux «coup de pouce» supplémentaire de 0,29%

accordé au SMIC, dernière-ment.

Pour combler le trou de 25 milliards, les choses pourraient être simples. Pourquoi par exemple ne pas prendre dans les milliards de subventions dont les patrons bénéficient pour le passage aux 35 heures: 70 milliards de francs en 2000, 92 milliards prévus en 2001, pour s'élever à quelque... 12 milliards en 2003.

Si «trou d'air fiscal» il y a, ce n'est pas du vent pour tout le monde.

Jacques VENNES

VÉRITABLEMENT .COM

La directrice de la Caisse des Allocations Familiales a rendu public son plan pour lutter contre les retards de versements de la CAF, qui touchent surtout les familles aux revenus modestes.

Son plan est de mettre sur Internet les renseignements sur les dossiers. S'acheter un ordinateur, un abonnement, pour espérer, au mieux, se voir répondre que... votre dossier est en cours.

Il faut vraiment vouloir se payer la tête des allocataires pour oser proposer des solutions pareilles.

ASSOCIATION DE MALFAITEURS

La quasi-totalité des banques françaises se sont vu infliger une amende de 2 milliards de francs.

Des centaines de milliers de petits emprunteurs, ayant souscrit un prêt à taux élevé, avant 1992, pour acheter leur maison ou leur appartement, en ont été les victimes.

Les banques se sont entendues pour refuser d'accorder, ces dernières années, un crédit de remplacement aux taux actuels, plus bas. Le préjudice subi par les emprunteurs

est estimé à au moins dix fois le montant de l'amende.

Cette association de malfaiteurs milliardaires n'a pas fait la Une des journaux télévisés et n'a même pas été contrainte de rembourser ses victimes.

À FORCE DE TIRER SUR LA CORDE...

Les hôteliers-restaurateurs ne trouvent, paraît-il, plus de personnel à embaucher pour la saison des vacances.

Ce n'est pas étonnant compte tenu des conditions de travail et de salaires qui leur sont réservées! Selon une enquête récente, 38% des saisonniers font des heures supplémentaires non payées et non récupérées, 15% travaillent plus de 56 heures par semaine, 18% n'ont aucun contrat de travail... Et ils doivent souvent payer le prix fort pour se loger pendant la saison.

A ce tarif-là, autant rester à la plage...

usagers pour pouvoir jouer les spéculateurs, avec la bienveillance du gouvernement.

LA FIÈVRE DES PRIX

Les prix des fruits et légumes s'envolent: ils ont augmenté de 10 à 60% par rapport à l'an dernier! Officiellement, c'est la faute du temps et des mauvaises récoltes des producteurs.

Mais ce sont surtout les grossistes et la grande distribution qui s'empresent de répercuter ces hausses. Un petit jeu dans lequel ils excellent. Autre exemple: certains groupes anticipent la hausse, en prévision du passage à l'euro. Ainsi, Danone a augmenté ses prix de gros de 10%.

Face à cela, que fait le gouvernement? Rien. Le sous-ministre de la consommation envisage de publier la liste des «méchants» qui augmentent leurs prix. Quant à l'indice officiel des prix, il reste stable: pour ne plus voir la fièvre, on fêle le thermomètre!

LE SPORT UNE BONNE AFFAIRE

Les droits de retransmission à la télévision sur la Coupe du monde de football de 2002 viennent d'être achetés pour plus de 5 milliards de francs, dix fois plus que ceux de la Coupe du monde de 1998.

Le groupe commercial qui a payé ce prix compte bien revendre ces droits avec profit aux différentes chaînes de télévisions nationales, qui elles-mêmes pourront ainsi engranger davantage de recettes publicitaires et de droits perçus auprès des téléspectateurs à qui on demande de plus en plus de payer pour voir.

EDF SPÉCULE AVEC L'ARGENT DES USAGERS

EDF est engagé aux côtés du géant Fiat dans le rachat du groupe privé Montedison qui produit de l'électricité en Italie. Des dizaines de milliards sont engagés dans cette bataille boursière et financière.

Les usagers d'EDF qui se demandaient à quoi servaient les augmentations considérables de leur facture ont aujourd'hui la réponse: EDF, qui se présente comme «service public», pressure les

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyiste) qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de *Lutte Ouvrière*, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de la société actuelle. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à:

LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

<http://www.lutte-ouvriere.org> e-mail: journal@lutte-ouvriere.org

La Société d'Éditions de *Lutte Ouvrière* - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 Tél 01 44 83 08 93 est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1^{er} janvier 1970. Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulowicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. Tirage: 10200 exemplaires. Composition: [Et Associés]. Impression: Roto de l'Île-de-France, 3 rue du Parc 93150 La Blanc-Mesnil - 01 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE! Les chèques de soutien à *Lutte Ouvrière* doivent être libellés à: Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de *Lutte Ouvrière*, et à envoyer à: LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 1000 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé: tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM:
 PRÉNOM:
 ADRESSE:
 CODE POSTAL et VILLE:
 COMPLÈMENT D'ADRESSE:
 Je m'abonne à: LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de:
 (rayer la mention inutile).
 Ci-joint la somme de:
 Règlement:
 - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
 - par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Éditorial des bulletins
d'entreprise du 23 juillet 2001

■ Le seul résultat de la mascarade des chefs d'Etat à Gênes est un mort et 500 blessés. Pour que les dirigeants des huit plus grandes puissances du monde se rencontrent dans Gênes, Berlusconi, le nouveau chef du gouvernement italien, allié de l'extrême droite et magnat de la presse, a donné carte blanche à ses forces de répression. Le carabinier qui a tiré a peut-être paniqué. Mais pas ceux qui lui ont donné le pistolet et qui l'ont mobilisé, comme vingt mille autres carabiniers ou policiers, avec pour mission de casser du manifestant, matraquant y compris et surtout les manifestants pacifiques.

Les chefs d'Etat réunis représentent les bourgeoisies des plus grands pays, principales bénéficiaires d'un ordre économique mondial exécrable et inhumain. Un ordre économique basé sur l'exploitation des travailleurs par leur classe capitaliste dans chaque pays, mais aussi sur le pillage du Tiers Monde. Un ordre mondial où tout est fait pour favoriser les grands capitaux et les mettre en situation de rapporter toujours plus de profit, mais qui laisse crever des millions d'êtres humains de maladies, y compris celles que l'on peut soigner, ou tout simplement de faim. On comprend donc que des milliers de personnes - 200 000 ou

plus, peut-être -, de jeunes, aient saisi l'occasion de témoigner de leur dégoût d'un monde injuste et inhumain. Et la violence policière déchaînée contre eux est innombrable.

Ceux qui ont manifesté contre le sommet ont voulu s'en prendre à un symbole. Mais, justement, ces sommets, comme bien d'autres rencontres internationales du même type, ne constituent que des mascarades pour la galerie. Rien pour les peuples n'y est fait. Cette fois encore, étant donné le vide des discussions et l'absence de toute mesure concrète autre que celle de débloquer une somme dérisoire pour la lutte contre le sida, n'eussent été les manifestations, personne n'aurait parlé de cette conférence au sommet, si ce n'est pour rapporter le menu des agapes des dirigeants. La seule décision a été de fixer le prochain rendez-vous mondain du même type, loin, dans une vallée inaccessible des montagnes Rocheuses au Canada.

Les «grands de ce monde», qui prétendent représenter leurs peuples par la grâce d'élections démocratiques, ne se font guère d'illusions sur leur popularité. Ce ne sont pas les quelques phrases hypocrites de Chirac, faisant mine de déplorer la misère du monde alors qu'il est en France le serviteur de ceux qui s'en enri-

chissent, qui le rendront plus populaire, ni lui ni les autres.

Les chefs d'Etat occupent le devant de la scène. Mais ceux qui dirigent, ce sont les grands bourgeois, les patrons de grandes entreprises, les actionnaires de holdings financiers qui, à l'ombre de politiciens plus ou moins démocratiquement élus, exercent une dictature de fer sur l'économie et sur la marche du monde. Ce sont les mêmes que ceux qui, ici en France comme ailleurs dans le monde, licencient sans état d'âme, simplement pour faire monter un peu la valeur de leurs actions, aggravent les conditions de travail, bloquent les salaires, car leur richesse vient de l'appauvrissement de leurs travailleurs. Ce sont eux les responsables du chômage; eux qui préfèrent spéculer sur les actions si cela rapporte plus que de produire en créant des emplois. Ce sont eux les seuls bénéficiaires d'un système économique dément où même le progrès de la productivité aggrave les inégalités sociales, au lieu de les diminuer.

C'est cette dictature de la classe capitaliste sur l'économie mondiale qui doit avant tout être mise en cause, pas seulement la mondialisation, qui n'en est qu'un des aspects superficiels et qui n'est que le nouveau nom d'un phénomène né avec le siècle précédent. Et il ne suffit pas de la contester symboliquement lors des conférences mondiales, qui vont peut-être même être supprimées sans que rien ne change. Il faut s'en prendre à l'injustice économique, aux super-profits qui engendrent la misère et le chômage. Et cela, c'est ici qu'il faut avant tout le faire. Contre notre propre patronat et notre propre Etat.

Arlette LAGUILLER

**CONTRE LES VIOLENCES POLICIÈRES À GÊNES
MANIFESTATION À PARIS
JEUDI 26 JUILLET à 18 h 30
DE MONTPARNASSE À L'AMBASSADE D'ITALIE**

Un certain nombre d'organisations politiques et syndicales dont le PCF, la CGT, la FSU, la LCR, appellent à manifester contre la violence policière, en solidarité avec les manifestants de Gênes. Lutte Ouvrière appelle ses militants, ses sympathisants, ses amis à s'y joindre.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

G8 à Gênes :

ON AFFAME LES PAUVRES, ON TIRE SUR LES CONTESTATAIRES

Les dirigeants du G8, le club des huit pays les plus riches de la planète, réunis à Gênes la semaine dernière, ont réaffirmé leur rôle dirigeant dans le monde. Ce monde où les 20% les plus pauvres se partagent 1,4% de la richesse mondiale, et où 1,6 milliard d'hommes vivent avec moins de 1 dollar par jour.

La pauvreté à un bout, la richesse à l'autre : celle des grandes entreprises, de la bourgeoisie, celle de ces 225 plus grosses fortunes qui détiennent à elles seules plus de mille milliards de dollars, l'équivalent du revenu annuel des 2,5 milliards les plus pauvres.

Les pays pauvres sont étranglés par les intérêts d'une dette qui pompe une large part des recettes des Etats. Une dette souvent en fait déjà remboursée mais dont il faut continuer à payer les intérêts, comme la santé ou l'éducation.

Les dirigeants du G8 prétendaient parler de « combat contre la pauvreté » et « d'aide au développement ». L'annulation de cette dette, même très insuffisante pour sortir de la pauvreté, serait un minimum. Mais pour les financiers et les dirigeants du G8, ces fidèles défenseurs des intérêts de la bourgeoisie occidentale, il n'en est pas même question.

Sur le terrain de la misère, se développent des maladies comme le SIDA : sur 36 millions de personnes atteintes dans le monde, 25 le sont en Afrique subsaharienne.

Les virus n'ont pas besoin de visa pour franchir les frontières, alors les dirigeants des grandes puissances font semblant de se préoccuper de la santé du monde. A Gênes, ils ont fait grand bruit autour de la création d'un fonds mondial contre le Sida et les maladies infectieuses, doté de 1,8 milliard de dollars. Somme bien insuffisante, de cinq fois inférieure au coût de ce bouclier anti-missiles – baptisé « guerre des étoiles » et départ d'un nouveau développement de la course aux armements à l'échelle mondiale – auquel les Etats-Unis, à eux seuls, ont prévu de consacrer 8,3 milliards de dollars.

Le système capitaliste que gèrent les dirigeants du G8, c'est la misère organisée pour les pays pauvres. Quant aux pays riches, c'est l'enrichissement assuré... pour le patronat, mais le chômage et les vagues de licenciements pour les travailleurs.

Le monde est pourtant plus riche que jamais et plus que jamais en mesure d'assurer à tous de quoi vivre décemment. La misère, la pauvreté en sont d'autant plus scandaleuses. Ceux qui l'organisent d'autant plus haïssables.

Les 200 000 manifestants, jeunes pour la plupart, qui à Gênes ont marqué leur révolte contre ces dirigeants et cette société inique, avaient bien raison, même si leur geste ne pouvait rester que symbolique. Face à cette contestation, le pouvoir italien avait minutieusement préparé son appareil de répression. Les 20 000 policiers mobilisés s'en sont pris indifféremment aux manifestants. Ils ont fait 500 blessés. Un manifestant a été abattu, par deux balles dans la tête, puis écrasé volontairement par une jeep de carabinieri. Ce meurtre n'a pas suffi à la police : elle a attaqué le lendemain en pleine nuit, à coups de matraques, le quartier général des organisateurs et leur centre de presse.

Ces démonstrations de forces sanglantes sont un échantillon de ce que les Etats, prétendus démocratiques ou pas, sont prêts à mettre en œuvre lorsque leur pouvoir, celui des patrons, est mis en cause.

Reste que face à la minorité bourgeoise et à ses hommes de main, une force sociale peut s'imposer : la classe ouvrière. Les travailleurs, des pays riches comme des pays pauvres, sont non seulement la grande majorité mais ils produisent toutes les richesses, et ils ont le pouvoir de renverser cet ordre capitaliste et les Etats à son service.

Editorial des bulletins d'entreprises « L'Étincelle » de la minorité du lundi 23 juillet 2001

Convergences Révolutionnaires numéro 16 (juillet-août 2001)
Un dossier « Révolte en Kabylie, révolte en Algérie » ; des articles sur « pourquoi pas une candidature LO-LCR ? sur la manifestation du 9 juin et la préparation d'une suite, sur la « loi de modernisation sociale », sur le positionnement du PCF, sur les mafias des entreprises de nettoyage...
Pour se procurer ce numéro, 10 F, écrire à Lutte Ouvrière, pour la Fraction.
Abonnement : un an 60 F, de soutien 100 F.

Leur société

GUIGOU À L'ASSAUT DES HÔPITAUX DÉJÀ SINISTRÉS

Elisabeth Guigou, ministre de l'Emploi et de la Solidarité, envisage de rendre encore plus difficile qu'aujourd'hui le fonctionnement des hôpitaux publics en ne remplaçant pas tous les départs en retraite, pour la période à venir. Pour 50 000 départs en retraite attendus dans la prochaine période, elle voudrait n'annoncer que 40 000, au mieux 45 000 embauches. Soit un déficit d'emplois supplémentaire de 10 000 par rapport à aujourd'hui.

A cela s'ajoutent les conséquences du passage aux 35 heures à la mode gouvernementale. Alors que les syndicats ont calculé qu'il faudrait 72 000 embauches pour compenser à l'identique la situation d'aujourd'hui, la ministre ne voudrait créer que 48 000 postes supplémentaires.

Quelles que soient les décisions finales qui seront prises, une chose est certaine, c'est que le gouvernement se place dans une perspective de réduction des effectifs nécessaires au fonctionnement des hôpitaux publics.

Les péripéties de l'Hôpital Européen Georges-Pompidou ne doivent pas faire oublier qu'il s'est agi d'abord, dans cette

opération de « modernisation », de faire disparaître trois hôpitaux en fonctionnement, en supprimant au passage un millier d'emplois. Et tant pis pour les malades !

Et tant pis aussi pour les malades qui ont la malchance d'avoir besoin de l'hôpital en cette période de vacances ! Les personnels des urgences ont fait grève encore dernièrement pour dénoncer la situation catastrophique dans laquelle ils doivent se débattre. A force de continger et de limiter le personnel nécessaire à un accueil acceptable des malades, dans de très nombreux hôpitaux le temps d'attente pour être pris en charge par un personnel débordé et sur les nerfs se chiffrent en heures. Jusqu'à huit heures dans certains grands hôpitaux. Et cette situation est celle qui prévaut en dehors des périodes de vacances, où les effectifs sont encore plus réduits.

Il y a plus de trente ans, on parlait de la grande misère des hôpitaux. C'est à ce retour qu'œuvre ce gouvernement, avec les mesures déjà prises et celles qu'il a en préparation.

Paul SOREL

LES EXCLUS DE LA COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE

Cela fait dix-huit mois que la Couverture maladie universelle, la CMU, a été mise en place. Il s'agissait de fournir une prise en charge à 100% des frais de maladie et d'hospitalisation pour toutes les personnes non affiliées à la Sécurité sociale à cause de leur situation d'extrême précarité, d'une part, et également pour toutes les personnes ne bénéficiant pas de ressources suffisantes pour la partie non remboursée par la Sécurité sociale. Il y avait eu à l'époque de vives polémiques avec le gouvernement pour fixer le seuil plancher d'attribution de cette dernière mesure. Les associations et des syndicats réclamaient que le seuil soit fixé à 3 800 F de ressources par mois (l'équivalent du seuil de pauvreté), le gouvernement proposait 3 500 F. Aujourd'hui il est de 3 600 F par mois pour une personne seule et 5 400 F pour un couple. A l'heure actuelle 5,1 millions de personnes bénéficient de la CMU, au lieu des 6 millions annoncés. Et ce n'est pas parce que le niveau de vie de la population la plus pauvre s'est amélioré !

Les demandes de recours pour obtenir la CMU ne cessent d'augmenter. Actuellement, 20% environ des demandes sont rejetées. L'effet de seuil joue à plein, il suffit de dépasser de quelques dizaines de francs le plancher pour ne pas ou plus y avoir droit. Et comme ce seuil déjà très bas n'est pas réactualisé, et comme les prestations le

sont un peu, même si c'est de façon très insuffisante, cela aboutit à priver de CMU toute une partie de ceux qui en bénéficieraient au début. Ce fut le cas quand le minimum vieillesse et l'Allocation adulte handicapé avaient légèrement été augmentés.

D'après les statistiques, 42% de ceux qui touchent la CMU ont moins de 20 ans, 60% sont des femmes et, parmi elles, beaucoup de femmes élevant seules leur enfant. Il s'agit de personnes le plus souvent au chômage et issues de milieux ouvriers et employés. Mais justement, cela témoigne de la situation bien réelle de toute une partie des couches populaires, au travail intermittent ou partiel ou sans travail du tout, bénéficiaires de diverses allocations ; sans oublier les vieux travailleurs n'ayant pas assez de trimestres de cotisations, ou encore des veuves se contentant de pensions de réversion bien insuffisantes pour survivre normalement.

Il y a donc en France au moins 5,1 millions de personnes qui vivent avec moins de 3 600 F par mois, sans compter les millions d'autres qui gagnent entre 3 600 F par mois et le SMIC.

C'est aussi cela, le bilan de quatre ans de gouvernement de la gauche plurielle : une pauvreté enracinée, face à la richesse insolente des classes riches.

Gabrielle HIRT

Risques
professionnels

UNE EXPLOITATION DE PLUS EN PLUS FÉROCE



La Caisse nationale d'assurance maladie vient de publier ses statistiques annuelles sur les risques professionnels pour l'année 2000. Les accidents graves sont en augmentation de 5%. Quant aux accidents mortels, ils sont passés de 669 en 1998 à 702 en 1999, et 746 en 2000. Les maladies professionnelles reconnues, elles, malgré la difficulté à les faire reconnaître comme telles par la Sécurité sociale, ont triplé en huit ans.

L'essentiel de l'augmentation de ces maladies professionnelles est dû aux affections péri-articulaires, ce qu'on appelle les TMS en matière d'accidents du travail. Or ces affections, celles du canal carpien, les tendinites à répétition, les inflammations articulaires et musculaires diverses, sont le résultat direct de l'aggravation des conditions de travail dans les usines, voire dans les services.

Oui, l'origine de cette recrudescence est connue : cadences et rythmes de travail accélérés, postures agressives dans le travail, port de pièces sans assistance. Ce que les patrons (hier, Peugeot, lors de la réouverture de Sevel-Nord à Hordain, ou Toyota dernièrement) appellent, « l'investissement sur les hommes », en oubliant d'en préciser le sens : les économies sur les machines, les robots et les outils d'assistance, afin,

grâce à ces économies, d'améliorer les résultats financiers des groupes, sur la peau de leur personnel

Ces statistiques ne donnent qu'une image déformée des conséquences de l'exploitation subie. Sur les 128 maladies professionnelles mortelles recensées en 2000, seules un dixième sont reconnues comme se rapportant à l'amiante. Or ce sont des milliers de cas de cancers et d'autres pathologies directement liées à l'inhalation de l'amiante au travail dont sont victimes chaque année les travailleurs et qui, à l'heure actuelle, ne sont toujours pas comptabilisés comme maladies professionnelles. Il faut, presque à chaque fois, des procès pour que la Sécurité sociale les reconnaisse comme tels.

Mais ce faisant, comme pour la contestation quasi systématique des maladies professionnelles ou des taux d'incapacité résultant de tous les autres accidents du travail, la Sécurité sociale ne défend même pas ses intérêts financiers. La seule chose qu'elle défend en contestant la réalité, ce sont les comptes en banque de tous les patrons. En effet la caisse des accidents du travail est uniquement alimentée par les cotisations patronales, qui elles-mêmes dépendent du taux de gravité enregistré dans chaque entreprise. Ce taux de gravité dépend des jours d'arrêt de travail, des incapacités et évidemment des morts déclarés comme accidents du tra-

vail ou maladies professionnelles. La Sécu et ses gestionnaires paritaires, syndicats et patrons, font le pendant de ce que les patrons font dans les usines, pour la même raison, en faisant pression, par exemple, pour que les accidentés restent à l'usine, même blessés ou au pire se déclarent en maladie, ce qui arrange les statistiques et les caisses des patrons sans que ceux-ci aient besoin d'investir quoi que ce soit dans la sécurité.

Oui, c'est bien avec la santé et la peau des travailleurs que les patrons font leurs profits.

Gilles BOTI

CONTRE L'EXCLUSION, LE GOUVERNEMENT PRATIQUE LE GOUTTE-À-GOUTTE

Le gouvernement a rendu publiques, mercredi 18 juillet, une série de mesures censées constituer, d'après la ministre de l'Emploi et de la Solidarité, Elisabeth Guigou, un « programme de prévention et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale », auquel deux milliards de francs seraient consacrés.

En quoi consiste ce programme censé s'attaquer au « noyau dur » du chômage ? 850 000 chômeurs de longue durée, 600 000 Rmistes et 250 000 bénéficiaires de l'ASS (l'Allocation de solidarité spécifique, versée aux chômeurs de fin de droits) pourraient intégrer le programme « Nouveau Départ » qui consiste à se voir proposer par l'ANPE un « diagnostic », une « évaluation de compétences »... Tous les chômeurs connaissent bien ce genre de rendez-vous et de réunions et ont eu plus d'une fois l'occasion d'en mesurer l'utilité limitée.

Quant aux jeunes de moins de 25 ans, le gouvernement prévoit de doubler le nombre de bénéficiaires du programme Trace (TRajet d'ACCès à l'Emploi), le portant à 120 000 en 2002. Il s'agit d'un dispositif créé en 1998 pour offrir à des jeunes, pendant 18 mois maximum, un prétendu « parcours individualisé »... On ne sait pas si cela a été très utile jusque-là mais, de toute façon, ils ne seront pas très nombreux à être ainsi suivis... à la Trace.

Au moins, dans ce cas, cela s'accompagne de la création d'une aide financière, baptisée pompeusement « bourse d'accès à l'emploi », qui se monte royalement à 1 968 F par mois... Un montant bien dérisoire ! La ministre de l'Emploi a insisté sur le fait qu'il n'était pas question de créer un « revenu d'assistance », un « RMI-

jeunes »... Il s'agit bien cependant d'un mini-RMI, qui permet encore moins de vivre que le RMI, pourtant déjà notoirement insuffisant.

Les autres mesures sont à l'avenant. On peut noter que la période pendant laquelle un minimum social peut être cumulé avec un revenu d'activité est portée de 3 à 6 mois ! Ou encore que les prêts à 0 % d'intérêt accordés à certains chômeurs qui souhaitent créer leur entreprise sont transformés en dons. Une générosité très mesurée car cela ne concerne qu'une somme modeste (40 000 F au maximum) et un nombre très réduit de chômeurs. Tant mieux pour ceux qui pourront en bénéficier, mais cela ne fera reculer ni l'exclusion, ni la pauvreté.

Citons enfin la création de « maisons de la solidarité », regroupant en un seul lieu l'ensemble des services sociaux. Certaines démarches en seront peut-être facilitées mais cela ne fera pas un seul chômeur de moins !

Au-delà de l'effet d'annonce, on voit bien qu'il n'y a rien de très nouveau dans ce « programme ». Ce sont des mesurette telles qu'en ont pris tous les gouvernements depuis des années et qui n'ont pas empêché la situation des travailleurs de se dégrader. Pour faire reculer radicalement le chômage, il faudrait des mesures qui s'attaquent au droit des patrons de licencier à leur guise et, en prenant sur les profits accumulés par les grandes entreprises et leurs actionnaires, créer les emplois utiles qui permettraient de supprimer le chômage en satisfaisant les besoins de la population en matière de logement, santé, éducation, transports, loisirs, etc.

Marc RÉMY

JOSPIN SE MET À TABLE

Lundi 16 juillet, Lionel Jospin était invité à déjeuner par certains de ses amis patrons. Il y avait là Maurice Lévy, l'organisateur du repas, président de Publicis, Franck Riboud (Danone), Thierry Desmaret (TotalFinaElf), Louis Schweitzer (Renault), Édouard Michelin, Jean-Luc Lagardère...

Tous ces dirigeants des plus grandes entreprises de France tenaient à donner leur avis sur la politique du Premier ministre. Disons tout de suite que le ton général était au satisfecit. Tout ce beau monde a apprécié en particulier les efforts du gouvernement pour leur faciliter le travail en

matière de restructurations industrielles. Ils lui sont reconnaissants aussi d'avoir rendu la France plus attractive pour les investisseurs et les dirigeants d'entreprise.

Au passage, Édouard Michelin a reconnu des « erreurs de communication » lors de l'annonce de son plan de 7 000 suppressions d'emplois. Bien sûr, ce n'était pas la décision qui était regrettable, mais la manière de l'annoncer... Franck Riboud, spécialiste des licenciements lui aussi, a donné quelques bons conseils à Jospin, regrettant par exemple que la loi dite de « modernisation sociale » ne lui facilite pas assez

la fermeture de ses usines.

Certains patrons ont expliqué que la loi sur les 35 heures leur avait permis de réorganiser le travail (sous-entendu : d'augmenter l'exploitation des salariés) et que c'était donc finalement une bonne chose pour eux.

Bref, les patrons semblent très contents de leur représentant au gouvernement. Rien de plus normal, Jospin sert la soupe et les bons plats aux patrons licenciés. Quant aux travailleurs et futurs chômeurs, ils ont droit, eux, aux faux-semblants et aux paroles trompeuses qui ne coûtent rien.

R. P.

POUR BERLUSCONI, « LE BILAN EST POSITIF »

« Le bilan du sommet est positif », a conclu le 22 juillet le chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi à la fin de la réunion du G8 à Gênes, ajoutant, à propos de l'action de la police, qu'il « espère que les Italiens ont apprécié le travail sérieux fait par le gouvernement, et aussi les opérations d'ordre public ». ... Quant à son ministre de l'Intérieur, Claudio Scajola, il a couvert l'action de la police durant les quatre jours du G8, rejetant toute la faute sur les organisateurs des manifestations, accusés de ne pas avoir su isoler les groupes violents.

Une ville a été placée pendant quatre jours en état de siège, tout le centre érigé en « zone rouge » entouré de grillages, le passage contrôlé par 20 000 policiers. Un carabinieri a tué un jeune manifestant de 23 ans de deux coups de pistolet en pleine tête. Durant trois jours, les dizaines, voire les centaines de milliers de manifestants, venus défilé sans intention de s'en prendre à la police ont été en revanche la cible des charges violentes de celle-ci, de ses matraquages et de ses tirs tendus de grenades lacrymogènes. Un détachement de la police a fini par mettre à sac, dans la nuit du 21 au 22 juillet, les locaux mis à disposition des organisateurs des manifestations, le Genoa Social Forum, matraquant sauvagement et arrêtant les militants présents. Des responsables, et même des députés de Rifondazione Comunista ont été eux aussi matraqués et envoyés à l'hôpital... mais Berlusconi et son gouvernement sont contents d'eux et tirent un « bilan positif » !

Evidemment, s'ils considèrent que cet invraisemblable déploiement policier, un mort, 231 blessés et 288 personnes arrêtées, sans parler des dégâts matériels, tout cela finalement est le prix à payer normal pour qu'une réunion-spectacle de huit chefs d'Etat puisse se tenir, c'est l'aveu que ceux-ci n'ont pas d'illusions sur la popularité de leurs initiatives.

C'est sans doute pourquoi Berlusconi a une deuxième ligne de défense : son gouvernement est en place depuis à peine plus d'un mois et, pour ce qui concerne l'organisation du sommet de Gênes, il n'a fait, a-t-il dit, qu'appliquer des dispositions déjà prises par son prédécesseur. Répondant notam-

ment au dirigeant de l'opposition, Rutelli, qui demandait la démission du ministre de l'Intérieur, Berlusconi a souligné que les choix sur le terrain, le choix des responsables de la police, des carabinieri et des différents services, ont été faits par le gouvernement dit de gauche de Giuliano Amato, et que Berlusconi et ses hommes n'ont fait que prendre la suite.

Il est vrai que, sur le plan policier comme sur les autres plans, la politique du gouvernement Amato n'avait rien de fondamentalement différent de celle que Berlusconi est en train de mettre en place. Déjà d'ailleurs, le 17 mars dernier, donc encore sous Amato, la manifestation qui s'était déroulée, à Naples cette fois, contre un autre sommet, le Global Forum, avait donné lieu au même déchaînement de violence policière. Le ministre de l'Intérieur d'alors s'était d'ailleurs défendu de la même façon, en rejetant la responsabilité sur les groupuscules de casseurs.

Que ceux-ci puissent se mêler à une telle manifestation, ce n'est donc pas une surprise et si à Gênes comme à Naples la police a frappé sans distinction l'ensemble des manifestants, c'est un choix délibéré. Le gouvernement, celui de Berlusconi comme celui d'Amato, lui a demandé d'assurer à tout prix la sécurité de la tenue de la réunion au sommet, pas celle des mani-



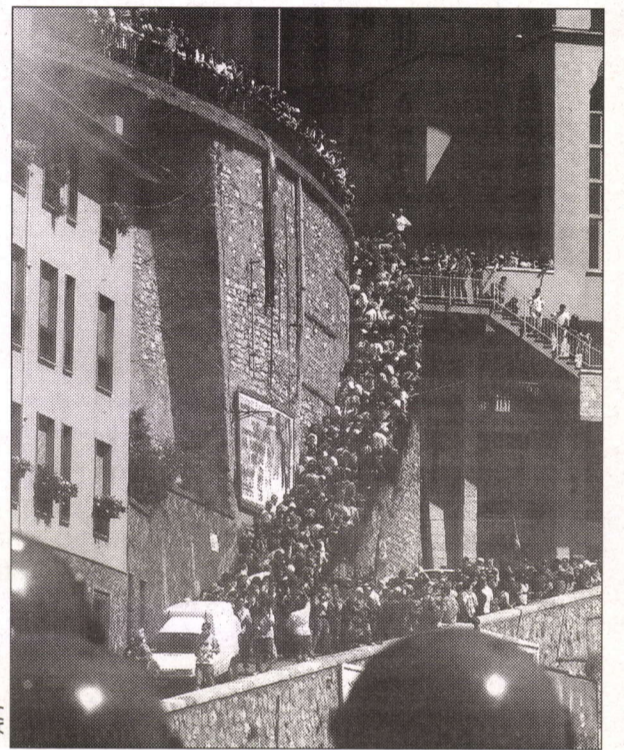
Le jeune manifestant abattu par la police.

festants. Alors il est plus simple pour elle de taper sur ceux-ci sans distinction préalable, à titre préventif pour ainsi dire, partant du principe que mieux vaut des manifestants matraqués ou terrorisés qu'enthousiastes, contents de leur nombre et du succès de leur démonstration.

Y avait-il, comme cela a été dit, des provocateurs parmi les groupuscules violents ? Ceux-ci ont-ils été manipulés, voire infiltrés par la police ? Celle-ci a-t-elle sciemment laissé se dérouler la « casse » pour mieux justifier ensuite sa répression ? Il est possible que ses responsables aient fait de tels calculs, mais ce n'est même pas sûr. En Italie, comme en France, comme ailleurs, la police est un corps spécialement dressé pour se comporter ainsi, et donc prêt à frapper sans distinction tout ce qui conteste de près ou de loin l'ordre établi.

A cela s'ajoute le fait qu'en Italie, pour bien des gens de gauche, la participation à cette manifestation a été sans doute d'autant plus grande que, indépendamment même du G8, elle était la première occasion de se retrouver nombreux dans la rue après l'arrivée au gouvernement de Berlusconi. Et celui-ci préférerait donc sans doute qu'il ne reste

Des dizaines de milliers de manifestants tentent de défilé à Gênes.



pas de ces journées l'image d'une manifestation réussie, mais plutôt celle d'un gouvernement ayant rempli ses engagements internationaux en tenant tête victorieusement aux assauts de fauteurs de troubles.

Le jeune carabinieri assiégé dans sa jeep et qui a tiré s'est peut-être affolé, mais pas ses responsables, pas ceux qui avaient fait le choix de l'envoyer là avec en main

un pistolet à balles réelles. Les responsables policiers, les ministres de l'Intérieur de droite ou de gauche, sont bien conscients qu'ils envoient leurs troupes pour frapper, y compris parfois pour tuer.

Quant aux chefs de gouvernement, les Berlusconi ou les Amato, ils ne sont là, au fond, que pour couvrir tout cela de discours satisfaisants et de justifications hypocrites.

André FRYS

« FONDS MONDIAL POUR LA SANTÉ » OU L'HYPOCRISIE DES DIRIGEANTS IMPÉRIALISTES

C'est sans doute afin de se donner un visage plus charitable, que le sommet de Gênes a annoncé la création d'un Fonds mondial pour la santé destiné à lutter dans le Tiers Monde contre le paludisme, la tuberculose et le sida. Dans un premier temps ce fonds alimenté soit par des donations privées, comme celle d'un Bill Gates, soit par des prêts d'Etats, s'élèverait à 1,3 milliard de dollars, somme que se sont engagés à réunir les dirigeants des grandes puissances réunis à Gênes.

Il s'agit en réalité d'une goutte d'eau qui ne changera rien au sort des populations concernées. A titre de comparaison, les seuls

Etats-Unis consacrent annuellement plus de 20 milliards de dollars à la lutte contre le sida, et l'Europe pratiquement autant.

Les maladies comme le paludisme et la tuberculose font des ravages terribles parmi les populations des pays pauvres de la planète. Pourtant on sait parfaitement les soigner, et il serait possible de les combattre efficacement dans les plus brefs délais, à condition d'y mettre les moyens nécessaires.

En ce qui concerne le sida, même si on ne sait pas le guérir aujourd'hui, des techniques médicales permettent tout de même de ralentir notablement l'évolution

de la maladie. Mais le traitement reste financièrement inaccessible à l'immense majorité des hommes et des femmes contaminés dans les pays du Tiers Monde, c'est-à-dire l'énorme majorité des malades du sida. Et il faut rappeler qu'il y a trois mois à peine, 39 grands trusts pharmaceutiques internationaux avaient tenté un procès à l'Afrique du Sud, afin de lui interdire l'utilisation de médicaments génériques ; car si ces derniers permettent d'abaisser considérablement le coût du traitement, ils constituent une perte de profits pour ces compagnies. Ce n'est qu'après une campagne

de protestation, essentiellement initiée par le gouvernement sud-africain, qu'ils avaient fini par retirer leur plainte.

Alors, il y a une sacrée hypocrisie de la part des dirigeants des principaux Etats impérialistes, à faire croire qu'ils se penchent sur la sous-médicalisation du Tiers Monde, qui n'est que le pendant de la misère qui y règne.

Pour eux, l'aide aux pays pauvres est d'abord une aide à leurs propres trusts afin de leur offrir un marché garanti au prix fort. Il en est ainsi de toutes les relations économiques et la santé n'échappe pas à cette règle.

SOUS-DÉVELOPPEMENT ET RESPONSABILITÉS DE L'IMPÉRIALISME

Les pays du G8 sont, soi-disant, préoccupés par le problème du sous-développement. A la fin de leur réunion, ils ont annoncé entre autres un « nouveau partenariat » avec l'Afrique, et confirmé leur intention d'alléger la dette des pays pauvres. Mais le sort des pays ex-colonisés, dominés, exploités, puis rejetés par eux n'empêche certainement pas de dormir les dirigeants des pays riches.

Qu'en est-il par exemple de ce « nouveau partenariat » avec l'Afrique ? Il se résume à la création d'un groupe de travail entre des représentants « de haut niveau » des pays africains et les membres du G8, dans le but d'élaborer un « plan d'action concret » qui sera examiné l'an prochain, lors de leur prochaine réunion. Il est aussi envisagé une réunion spécifique du G8 avec les membres de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). L'orientation de toutes ces réunions est déjà fort claire : permettre à des fonds privés de s'investir sans

trop de risques, c'est-à-dire avec de bons profits, dans certains secteurs économiques de l'Afrique. Autrement dit, aider l'Afrique, ce sera surtout continuer à lui pomper quelques-unes de ses richesses, si cela intéresse les gros trusts ; ou bien encore racketter la population en lui vendant au prix fort l'eau, l'électricité... après avoir racheté des services publics.

Mais d'aide réelle au développement économique des pays pauvres, il n'en est pas question. Même ces aumônes que les pays occidentaux disaient vouloir verser aux pays pauvres il y a quelques années n'ont jamais atteint les sommes annoncées (indépendamment du fait de savoir à qui et à quoi elles profiteraient), ils parlaient à l'époque de verser 0,7 % de leur PIB aux pays sous-développés. Les pays qui versent des aides n'atteignent pas la moitié de ce plancher, même en y comptant parfois leurs interventions militaires dans

le tiers-monde comme certains ont l'audace de vouloir le faire !

Le comble de l'hypocrisie est atteint avec les discours sur la fameuse réduction de la dette. Les pays pauvres ont remboursé, entre 1982 et 1998, plus de quatre fois ce qu'ils devaient, ce qui n'a pas empêché leur dette de quadrupler pendant la même période. Ces chiffres, rappelés par *Le Monde Diplomatique*, permettent d'apprécier à leur juste valeur les déclarations magnanimes sur la réduction possible d'une dette déjà remboursée plusieurs fois ! En fait une très grosse partie des richesses produites par les pays pauvres est directement transférée dans les coffres des pays les plus riches.

Et quand le G8 parle de réduire la dette des pays pauvres de 70, 80 voire de 90 %, il s'agit de mensonges éhontés. D'abord parce qu'il ne s'agit que des dettes

contractées par les Etats des pays pauvres auprès des Etats des pays riches, ce qui ne représente qu'une petite partie de la dette : il n'est absolument pas question de réduire les dettes contractées auprès de la Banque mondiale, du FMI et encore moins auprès du secteur privé. De plus, le dispositif élaboré à Lyon en 1996, et confirmé à Cologne en 1999, appelé « Initiative sur les pays pauvres lourdement endettés » ne vise que 41 pays, essentiellement africains, excluant la plupart des pays d'Amérique latine et toute l'Asie. Il leur fixe des conditions telles concernant leur prétendue lutte contre la pauvreté (en fait l'application de politiques économiques dictées par les pays riches) que 23 pays seulement les ont à peu près remplies. *Le Monde diplomatique* a calculé que les mesures qui avaient été annoncées à Cologne représenteraient au mieux un allègement théorique de moins

de 2 % de l'ensemble de la dette du Tiers Monde : 25 milliards de dollars sur les 3 000 dus actuellement !

Le G8 s'est contenté de se féliciter que 23 pays puissent remplir les critères et voient leur dette diminuer de 1,1 milliard de dollars par an... provisoirement au moins. Car pour l'instant seuls deux pays, la Bolivie et l'Ouganda ont suffisamment rempli de conditions pour que l'allègement consenti par les pays riches leur soit définitivement acquis.

L'hypocrisie des gouvernants des pays riches est révoltante. Car la richesse des pays occidentaux vient entre autres de l'exploitation directe et indirecte des pays pauvres. La moindre des choses serait donc l'annulation immédiate de toutes les dettes publiques et privées, à commencer par celles des pays africains vis-à-vis de la France.

Roger PÉRIER

Environnement

LES ACCORDS DE KYOTO SONT « SAUVÉS »... MAIS PAS LA PLANÈTE !

Le hasard des calendriers des réunions diplomatiques a fait que les mesures de lutte contre le réchauffement climatique ont été discutées à la fois à Gênes au sommet du G8 et à Bonn. A Bonn, les représentants de 176 pays tentaient de définir les modalités d'application d'un accord destiné à lutter contre le réchauffement de la planète et adopté à Kyoto... en 1997 ! C'était la 6^e tentative...

A Gênes, tout comme à Bonn, les chefs d'Etat des grandes puissances se sont quittés sur un constat de désaccord opposant les Etats-Unis aux autres pays sur la question de la ratification de ce protocole de Kyoto, censé engager les pays industrialisés à réduire de 5 % en moyenne d'ici 2010 les émissions de gaz dits « à effet de serre », qui pourraient être responsables du réchauffement

climatique. Il y a donc, d'un côté, Bush qui refuse de ratifier ce protocole et, de l'autre, ceux qui s'en disent partisans, présentés comme davantage soucieux de préserver l'environnement.

Dans cette mise en scène, la palme du meilleur bonimenteur revient sans conteste à Chirac qui a expliqué qu'il avait insisté pour que le communiqué final mentionne explicitement le désaccord l'opposant aux Etats-Unis. A défaut de préserver l'atmosphère, cela avait le mérite de préserver l'image d'écologiste qu'il essaye de se forger depuis quelque temps.

Quant à Bush, il a déclaré refuser de souscrire à une réglementation du rejet des gaz à effet de serre en expliquant, sans rire, que cela mettrait « en danger l'économie américaine » ! En réalité, Bush ne veut surtout pas

imposer la moindre contrainte aux industriels américains et notamment aux compagnies pétrolières qui, comme tous les capitalistes des autres pays d'ailleurs, se moquent éperdument de l'avenir de la planète et de la santé de milliards d'êtres humains.

Cette attitude de la première puissance économique, responsable à elle seule du tiers de la production mondiale de ces gaz polluants, a évidemment de quoi choquer. D'autant que Bush propose en fait que le principal effort soit réalisé par les pays pauvres, encouragés à utiliser des énergies renouvelables !

Mais les défenseurs du protocole de Kyoto ne sont pas pour autant les champions de la préservation de l'environnement que l'on a bien voulu nous présenter car ni Kyoto, ni le der-

nier accord ne règle quoi que ce soit.

A la suite de ce qui avait été envisagé, il ne fait que définir des quotas d'émission de gaz à effet de serre, sans qu'aucune pénalité ne puisse sanctionner ceux qui les dépasseraient. Le Japon n'aurait accepté de signer l'accord qu'à cette condition, ce qui en dit long sur la façon dont il se sent tenu à respecter son quota...

Mais, de toute façon, l'accord prévoit de multiples moyens de dépasser ces quotas. Vu que les forêts et les productions agricoles captent du carbone, certains pays se verraient reconnaître une diminution de leurs quotas... en fonction de leurs surfaces boisées ! Au final, d'après les calculs d'une organisation écologiste, le World Wild Found, les pays industrialisés ne seraient plus

contraints qu'à une diminution de 1,8 % au lieu des 5 % initialement prévus.

Et puis, il y a toujours ce « marché de la pollution » qui permettra aux pays riches de racheter des « permis d'émission » de gaz polluant aux pays pauvres qui ne pourraient pas atteindre leurs quotas. Mieux encore, les pays industrialisés pourraient aussi acquérir de tels « permis » en aidant des pays pauvres à s'équiper de technologies jugées « peu polluantes ». Un nouveau marché en perspective pour des industriels des pays riches !

Sur le fond, dans ce qui a été décidé, rien n'est de nature à nuire aux intérêts et aux profits des industriels pollueurs. Au contraire, ceux-ci pourraient même y trouver une source de profits supplémentaires !

Marc RÉMY

Rassemblement à Romainville contre un plan précédent de suppressions d'emplois.



Aventis - Romainville
Seine-Saint-Denis

LA DIRECTION POURSUIT SES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

Jeudi et vendredi 19 et 20 juillet derniers s'est tenue la réunion au cours de laquelle le Comité central d'entreprise (CCE) d'Aventis a été informé et consulté sur les projets de restructuration de la direction. Le CCE avait demandé une expertise sur les projets de la direction. Mercredi dernier 12 juillet avait lieu la lecture et le commentaire de cette expertise. Mais, concertation ou pas, la direction maintient ses plans.

Elle n'a tenu compte ni de l'expertise, ni des commentaires des délégués, ni de l'avis négatif des membres du CCE. Une des représentantes des patrons a même avoué ne pas avoir lu le rapport d'expertise.

En créant Aventis le 1^{er} janvier 2000, à partir de la fusion d'HMR et de Rhône-Poulenc, les patrons ont décidé de supprimer 3000 emplois en France, 11 000 dans le monde, avec la fermeture et la vente de la moitié des sites. Sur l'année 2000, Aventis Pharma SA a supprimé 2000 emplois, et les salariés ont vécu 1 600 transferts.

Parmi ces sites, il y a le site de Romainville (Seine-Saint-Denis) que la direction, malgré ses tentatives, n'a pas réussi à vendre. Mais cela ne l'a pas empêchée de poursuivre les suppressions d'emplois, bien au contraire. Depuis 1997, 712 emplois en CDI sont passés à la trappe. Et ce n'est pas fini puisque la direction a l'intention de ramener l'effectif actuel (1 535 personnes en CDI) à 1 160 à la fin du plan de suppressions de postes, ce qui supprimera encore 375 emplois.

Pour réduire l'effectif, tous les moyens sont bons : préretraites maison (où les partants

ne sont pas remplacés), départs négociés, démissions et mutations à travers la région parisienne : de Romainville vers Vitry ou vers la Croix-de-Berny, ou encore de Vitry vers Romainville. Certains devraient partir vers l'usine de production pharmaceutique de Compiègne ou encore à Neuville-sur-Saône, dans la région lyonnaise. De même une partie du personnel de la Comptabilité de plusieurs sites a déjà été regroupée dans des locaux en location à Montrouge, pour deux ans, en attendant des locaux définitifs à la Croix-de-Berny.

Et il est déjà prévu que les 1 160 travailleurs qui resteront sur le site de Romainville seront, en plus, séparés en deux établissements différents : une petite unité de fabrication biochimique de 230 personnes et le reste dans le centre de recherche.

Le plan en cours dure depuis octobre 1998, soit bientôt trois ans d'inquiétude et de stress pour le personnel. Au cours des 33 mois écoulés, le personnel a manifesté à maintes reprises son opposition à ces plans de suppressions d'emplois, dénonçant le fait inadmissible qu'une entreprise qui fait autant de bénéfices qu'Aventis puisse supprimer des emplois.

Le personnel et les syndicats ont alerté, à diverses occasions, les pouvoirs publics, le gouvernement et les ministères concernés. Mais, bien entendu, aucune aide n'est venue de ce côté-là. Comment pouvait-il en être autrement ? Tout ce beau monde se place dans le camp des patrons.

L'obligation légale d'informer et de consulter le CCE accomplie, la direction estime

avoir tous les droits, y compris celui de supprimer des emplois, de perturber la vie des travailleurs, et même de les forcer, sous la menace de se retrouver à l'ANPE, à rallonger leur temps de travail de deux ou trois heures par jour.

Et il faut bien constater que la perspective de la mise en place de la fameuse loi sur la modernisation sociale, dite loi Guigou, ne fait ni chaud ni froid à la direction. Cela n'a absolument rien changé à son ton méprisant et à son arrogance. Il est vrai que la loi Guigou est vide de toute contrainte vis-à-vis du patronat licencier.

On voit le résultat. Non seulement ces requins de la pharmacie engrangent de fabuleux bénéfices sur le dos de la Sécurité sociale – ils viennent encore de dégager 2 milliards de francs d'autofinancement – mais, en plus, ils ruinent notre vie. Car la seule santé qui leur tienne vraiment à coeur c'est évidemment celle de leurs actionnaires. En revanche, ils se moquent pas mal de la santé des populations. Pour eux, c'est un fonds de commerce puisqu'ils choisissent leurs médicaments en fonction de critères de rentabilité, et pas des nécessités. Et ils ne se conduisent pas différemment avec la santé de nos emplois.

On a déjà manifesté notre désaccord au cours de débrayages et de manifestations. Mais nous sommes bien conscients que, pour stopper la machine à licencier qui est lancée contre nous, il devient nécessaire de faire monter d'un cran la mobilisation.

Correspondant LO

Filatures d'Hellemmes - Lille

EN LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS

Après 15 jours de chômage technique, les ouvriers de la filature d'Hellemmes, dernière usine textile de Lille, apprennent le 22 juin que leur entreprise était en dépôt de bilan, avec nomination d'un liquidateur et sans aucun plan social.

Les 123 ouvriers, dont certains travaillent dans l'entreprise depuis plus de 30 ans, ont décidé de ne pas se laisser faire. Comme le dit une ouvrière, « on a le sentiment d'être lynchés ». Il n'y a aucune raison, à part la loi du profit, qui explique la fermeture de cette usine.

Le groupe n°1 du coton en France comporte 36 sociétés (usines de production et holding financier basé au Luxembourg, paradis fiscal bien connu). Depuis plusieurs années, il s'est implanté en Afrique du Sud et en Turquie, avec les mêmes productions que dans l'usine d'Hellemmes.

Lafitte Participation et Gestion, la société centrale du groupe, a vu son résultat net multiplié par sept en trois ans et l'action Mossley est montée de plus de 90% en octobre 2000. Depuis, elle reste stable, autour de 16 euros l'action. Ce qui n'a pas empêché l'entreprise de

bénéficier des aides publiques au textile « en difficulté » !

Depuis le 22 juin, les travailleurs occupent l'usine pour empêcher le déménagement des machines et du stock et obliger le patron à payer 300 000 F à chacun, ce qui ne serait pas du luxe. La moyenne d'âge est de 48 ans et trouver du travail dans la région à cet âge, il ne faut guère y compter !

Pour forcer le patron qui s'était mis aux abonnés absents, les salariés font de multiples actions. Ils sont même allés récupérer dans une autre usine du même groupe, à Lomme (banlieue lilloise), des stocks de fils qu'ils ont en partie brûlés pour bien faire comprendre au patron qu'ils ne se laisseraient pas faire.

Pour l'instant, il n'a été proposé que 22 reclassements dans le groupe et une prime de 15 000 F en plus des indemnités légales ! On est loin du compte !

Alors les salariés continuent leur mobilisation. Cette lutte confirme une fois de plus que la loi pour interdire les licenciements dans les entreprises qui font du profit, sous peine de réquisition, est plus que jamais d'actualité !

Citroën - Rennes

LES INTÉRIMAIRES ONT GAGNÉ

A Citroën Rennes, depuis l'application des 35 heures, la flexibilité est utilisée au maximum. Grâce à la loi Aubry, la direction n'hésite pas à supprimer des journées de travail, y compris à la dernière minute. Avec l'annualisation, ces suppressions n'ont pas de conséquences sur les salaires, sauf pour les intérimaires. Il n'est pas rare que leur salaire soit amputé à cause des journées non travaillées, justement.

Huit intérimaires n'ont pas accepté cette diminution de leurs revenus et ont décidé de porter l'affaire devant le tribunal des Prud'hommes avec l'aide de la CGT. Le tribunal vient de rendre son jugement : les six agences d'intérim concernées sont condamnées à verser l'in-

tégralité des salaires non perçus.

Les conseillers prud'hommes ont jugé qu'une « clause de variation horaire sur le contrat de travail n'est pas conforme aux dispositions applicables aux travailleurs intérimaires », pour conclure : « Faute d'avoir formulé une demande de chômage partiel, les agences d'intérim auraient dû payer les jours chômés ». La flexibilité liée à l'accord de RTT appliqué à Citroën ne s'applique donc pas aux entreprises d'intérim.

A trop user de la flexibilité et de l'intérim, les patrons ont parfois du mal à contourner impunément le code du travail. Les huit intérimaires qui ont osé aller au tribunal ont permis de le faire savoir.

Bata – Moussey
(Moselle)

LES TRAVAILLEURS NE SE LAISSENT PAS JETER

Après avoir appelé à voter la reprise du travail début juillet, l'intersyndicale (CFDT-CGT-CGC) a demandé le 20 juillet que soit libéré le stock de 450 000 paires de chaussures – le «trésor de guerre» – dont elle avait le contrôle depuis la fin de la grève. L'accord de reprise du travail, signé début juillet, comportait en effet un droit de regard de l'intersyndicale sur ce qui rentrait et sortait du dépôt de chaussures, situé dans l'enceinte de l'usine et qui alimente l'ensemble des magasins Bata avec des chaussures produites sur place et dans le monde entier. Depuis début

juillet, l'activité était quasiment nulle, mais jeudi 19 des camions s'étaient présentés et les syndicalistes présents avaient aussitôt bloqué la porte principale.

L'administrateur judiciaire récemment nommé a demandé aux travailleurs de lever le blocage. Il a été relayé par l'intersyndicale qui a affirmé que «le fait de rendre le dépôt permettrait de pouvoir mieux négocier avec les administrateurs». Comme si les séances de négociations interminables depuis début juin avaient changé quoi que soit, si ce n'est d'avoir usé les nerfs et le moral de tous! La direction et les pouvoirs publics n'ont pas été avertis



Des grévistes rassemblés en juin devant l'usine Bata.

de réunions, tout en n'ayant rien à dire aux syndicats. Et l'intersyndicale s'est prêtée à ce jeu, laissant les travailleurs poireauter des heures durant, pendant que les palabres n'en finissaient pas avec le préfet, le sous-préfet, l'inspection du travail, les membres de la direction.

Des travailleurs sont intervenus contre la levée du blocage, mais l'ambiance s'est modifiée, surtout du fait de la maîtrise qui a changé d'attitude à 180°. Le jour du vote, reprenant les bonnes vieilles méthodes Bata, la responsable de l'atelier couture (dirigeante de la CGC) a réuni les ouvrières pour une «conférence» où elle a argumenté pour la levée du blocage. Ajouté à cela un certain découragement qui existait

parmi les travailleurs et le fait que, les congés arrivant, la garde du dépôt aurait nécessité une mobilisation importante, une majorité de 367 salariés a voté pour la levée du blocage. En tout, 595 travailleurs (sur 875) ont participé au vote et 213 ont affirmé leur volonté de maintenir le blocage.

Vendredi 20 juillet, dernier jour avant les vacances du personnel de production, le dépôt a donc été libéré et, depuis, des camions arrivent tous les jours pour le vider.

En fait, cette décision est plus symbolique qu'autre chose, car le stock (estimé entre 40 et 50 millions de francs) n'avait de valeur que s'il avait été vendu. L'intersyndicale n'a

jamais vraiment envisagé sérieusement de le faire et les travailleurs les plus en colère exprimaient, eux, plutôt l'envie d'y mettre le feu que de le mettre en vente.

Les 213 qui ont voté pour maintenir le blocage sont toujours aussi nombreux que les 217 qui avaient voté pour poursuivre la grève début juillet. Ce sont ces plus de 200 travailleurs qui ont été le fer de lance de la grève et des manifestations de juin. Ce sont eux qui pourront donner bien du fil à retordre à la direction, car ils n'ont pas envie de se faire jeter comme de vieilles godasses usagées.

Correspondant LO

Flextronics – Lunéville
(Meurthe-et-Moselle)

LE JEU DES FERMETURES ET RACHATS D'USINES

«On leur a fait gagner de l'argent et maintenant on nous jette. Le groupe a de l'argent, qu'il nous en donne!» Voilà le sentiment de nombreux travailleurs de l'usine Flextronics de Lunéville (260 salariés) lors de l'annonce, le 20 juillet, de la fermeture probable du site.

Cette annonce ne tombe pas comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. L'usine fabrique des téléphones portables, mais il n'y a plus de commandes depuis des mois, ce qui, dans une multinationale comme Flextronics, n'est rien d'autre qu'un choix délibéré. Les ouvriers – qui sont aux 35 heures – restent chez eux en modulation basse, certains totalisant jusqu'à 500 heures en négatif dans leur compteur-temps. Employés, cadres et techniciens – qui ne sont pas aux 35 heures – n'ont rien à faire non plus.

L'an dernier, avec 400 salariés, Flextronics a fait, à Lunéville, un chiffre d'affaires de 1,7 milliard de francs.

Aujourd'hui la direction propose aux travailleurs une mutation pour l'usine de Laval, que le groupe vient de racheter à Alcatel. Mais la direction de Laval ne garantit du travail que... d'ici début 2002! Autant dire que personne n'est volontaire.

Installé à Lunéville depuis quatre ans, Flextronics (géant mondial de la sous-traitance) était le repreneur d'une usine passée successivement entre les mains de Philips, TRT, Eprex et Kyrel. Au moment du boom du téléphone portable, 800 salariés (en majorité intérimaires et CDD) y étaient employés. En novembre 2000, les autorités régionales lui remettaient, dans le cadre des trophées

«Performance lorraine», le titre de «l'entreprise étrangère de l'année». Mais aujourd'hui, devant le désarroi des salariés, on n'entend plus ni les députés, ni les hommes politiques protester contre le fait qu'une multinationale vienne empocher les subventions puis claquer la porte avec autant de désinvolture qu'on claquer celle de sa voiture.

Jeudi 26 juillet doit se tenir un nouveau CE. La tension monte chez les travailleurs et il circule l'idée de se battre pour obtenir de l'argent si l'entreprise ferme. Le chiffre de 100 000 F par année de présence revient le plus souvent. Le groupe Flextronics, à capitaux américains, siège à Singapour. Il emploie 70 000 salariés et fait un chiffre d'affaires de 90 milliards de francs. Autant dire qu'il a largement les moyens de payer.

Alstom

PENDANT LES COMMANDES, LES LICENCIEMENTS CONTINUENT

Alstom a affiché de bons résultats au début juillet: un chiffre d'affaires en hausse de près de 20%, une augmentation de 36% des commandes. Le titre a grimpé en Bourse, c'est d'ailleurs un des seuls qui ont progressé de plus de 20% depuis le début de l'année.

Début juillet, la RATP annonçait qu'elle devait renouveler 40% de ses rames de métro, et qu'Alstom allait récupérer deux tiers de ce marché. Sa part se monterait à un peu moins de trois milliards de francs. La SNCF quant à elle a annoncé qu'elle allait commander 600 locomotives sur plusieurs années, un investissement estimé à 8 milliards de francs.

Tout va donc bien pour Alstom, et l'on pourrait logiquement penser que les licenciements précédemment annoncés n'ont plus lieu d'être, ni dans le ferroviaire, ni dans la production de

transformateurs où les commandes ne manquent pas non plus.

Quand il s'était agi de justifier son plan dit «social» dans la branche du ferroviaire, la direction avait donné aux organisations syndicales un document expliquant que le marché s'était épuisé, que personne ne renouvelait plus ses locomotives en Europe, bref qu'il y avait un creux à passer jusqu'en 2005 ou plus. Il fallait donc accepter les suppressions d'emplois. Le «creux» est apparemment passé bien vite... mais il n'est toujours pas question de revenir sur les suppressions d'emplois, ni d'arrêter les plans en cours dans le groupe.

Il ne faut pas confondre ce qu'on dit aux salariés pour tenter de leur faire accepter les licenciements, et ce que l'on dit aux actionnaires pour faire monter les actions!

Hôpital Saint-Antoine Paris

GUIGOU - KOUCHNER: UNE VISITE EN CATIMINI

Lundi 16 juillet, entre 20 h 30 et 22 h, Elisabeth Guigou et Bernard Kouchner ont visité trois services de l'hôpital Saint-Antoine à Paris, dont la consultation polyclinique de médecine qui était fermée à ces heures-là, et le service des Urgences.

Le but officiel de la visite était le problème de la violence à l'hôpital. En fait, tout ce beau monde cherchait surtout à faire croire qu'ils se souciaient des gens qui, entassés dans les couloirs, attendaient de se faire soigner, certains assis depuis plusieurs heures, d'autres sur des brancards. Elisabeth Guigou a même réussi à se faire photographier tenant une mamie par le cou.

En choisissant une heure aussi tardive, les deux ministres n'étaient pas venus dans l'intention de rencontrer le personnel. Mais, aux Urgences, une partie du personnel de jour et d'après-midi avait décidé de rester pour les attendre et leur dire ce qu'ils pensaient de l'accueil des patients et de leurs conditions de travail.

Nous avons donc interpellé Bernard Kouchner pour lui parler d'une autre violence, celle du manque d'effectifs, celle des fermetures de lits qui obligent les patients à attendre plu-

sieurs heures sur les brancards avant d'être admis dans un service. Nous lui avons aussi demandé dans quelles conditions la RTT allait être appliquée, alors qu'il y a actuellement de grosses difficultés de recrutement, à cause des fermetures d'écoles d'infirmières et d'aides-soignantes dans le passé.

Il nous a répondu ce qu'aurait répondu tout ministre: que le budget de la Sécu n'était pas extensible, qu'il dépendait de la Sécurité sociale, et qu'il faudrait faire avec ou accepter de payer plus d'impôts ou de cotisations.

Voyant que ses arguments ne prenaient pas, il a fait dans le mélo qui lui sied si bien, disant qu'il ne laisserait pas tomber Saint-Antoine, qu'il était attaché sentimentalement à cet hôpital car c'est là qu'il avait commencé à travailler. Mais, l'appel du ventre se faisant pressant, lorsqu'un de ses collaborateurs l'a interpellé pour aller manger, il est parti en disant: «*Mais vous les aurez, vos effectifs!*»

De toute façon, ces effectifs, nous avons bien l'intention de les obtenir. Et il se pourrait qu'à notre tour nous venions, nombreux, lui rendre visite à son ministère.

Correspondant LO

OBI - Clermont-Ferrand

UNE GRÈVE PAYANTE

Après deux semaines de grève, la direction du grand magasin de bricolage a cédé sur les salaires et a même payé intégralement tous les jours de grève.

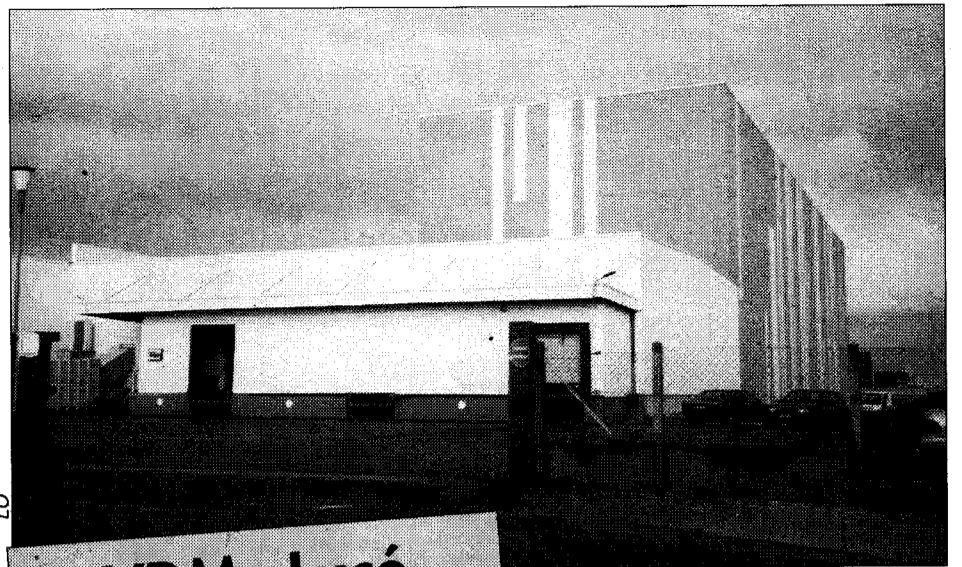
Le personnel était en grève complète depuis le 6 juillet (voir LO précédents). Seuls quelques chefs rôdaient entre les rayons vides de toute clientèle. Le piquet de grève à l'entrée dissuadait les clients, qui faisaient demi-tour, tout en acceptant de faire un geste de soutien financier pour les grévistes.

Ceux-ci ne sont pas restés inactifs. Soutenus par la CGT, ils ont multiplié les actions en ville: cortège au ralenti, manifestation devant la préfecture et l'inspection du travail. Ils ont même essayé de contacter le personnel des autres magasins, dont celui de Toulouse qui a observé un débrayage de solidarité.

Pendant ce temps-là, les ventes du

grand magasin clermontois étaient tombées à zéro. Or c'est actuellement les grandes périodes des ventes d'été, avec des campagnes publicitaires. Alors, tout compte fait, la direction a préféré céder pour pouvoir rouvrir au plus vite. Les grévistes ont donc obtenu des augmentations non négligeables: au minimum 200 F, et jusqu'à près de 800 F selon l'ancienneté. D'autre part, la direction s'est engagée à verser une nouvelle augmentation de 2% au 10 septembre. Le paiement intégral des jours de grève a été obtenu, ce qui a été considéré par tous comme une victoire indiscutable.

Et enfin, cette grève va aussi entraîner des hausses de salaire pour le personnel des autres magasins OBI en France, où les classifications seront revues à la hausse avant la fin du mois de novembre. Inutile de dire que, lors de la reprise, le moral y était.



VDM - Lucé
(Eure-et-Loir)

L'usine VDM.

CONTRE LES LICENCIEMENTS

VDM est une société spécialisée dans l'enregistrement de cassettes vidéo VHS. Elle a été créée en 1977 et s'est étendue dans les années 1990, passant d'une activité technique (montage vidéo) à une activité englobant la quasi-totalité du processus d'enregistrement (du montage vidéo à la copie de cassette VHS) et de distribution en quantité variable aux revendeurs et loueurs (de un à plusieurs milliers de cassettes par envoi). Ses activités se font sur trois sites, à Courbevoie, Chartres et Lucé (banlieue chartraine), avec au total 300 personnes (150 à Courbevoie, 40 à Chartres et 110 à Lucé).

L'entreprise connaît depuis deux ans des pertes financières importantes dues, d'après la direction générale, à une baisse d'activité ainsi qu'à la concurrence du DVD, qui représente à l'heure actuelle plus de 50% des ventes de vidéos enregistrées. Mais cette «baisse» de l'activité est peu ressentie au niveau de la production, puisque nous sommes passés de 20 millions de cassettes produites en 1999 à 22 millions en 2000.

Si on ne peut nier une baisse de la valeur de la cassette vidéo, les motifs réels de ces licenciements sont tout autres que ceux qui nous sont présentés. En effet, durant les dix dernières années, la société a accumulé les investissements hasardeux, lui faisant perdre plusieurs centaines de millions de francs (90 millions rien que les deux dernières années). Ce secteur est aussi actuellement le théâtre d'une guerre sauvage entre capitalistes: un concurrent néerlandais, Technicolor, est ainsi à l'origine d'une baisse artificielle des prix de vente pour faire couler les autres dupliques et tenter d'obtenir ainsi le monopole du marché.

Mais ce contexte «difficile» n'a pas empêché d'entrée en 1998, dans le capital de VDM, du fonds de pension britannique PRICOA (il s'agit d'une filiale de la compagnie d'assurances américaine Prudential, qui gère 3 milliards de dollars de placements dans le monde) qui a «négocié» un taux de rémunération des obligations qu'il a souscrites à 8%. Que la société fasse ou non des bénéfices, il est donc assuré de toucher plusieurs millions de francs!

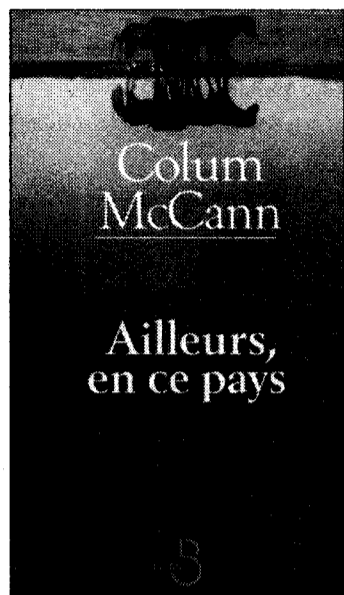
Mais lorsque la situation se dégrade, c'est aux salariés qu'on demande de faire des sacrifices. Sur les deux années passées, nous avons déjà connu près de 40 licenciements sur les sites de Courbevoie et de Lucé. Et aujourd'hui, on nous annonce un plan social touchant 31 personnes sur le site de Lucé et 9 personnes sur le site de Courbevoie, même si la direction a «oublié» d'intégrer ces 9 personnes dans le plan social, leur proposant un licenciement économique simple, sans aucune des mesures d'accompagnement que contient le plan social qui est pourtant bien léger!

C'est pourquoi nous avons organisé une première grève de deux jours début juillet, afin de montrer à la direction notre détermination: elle a été suivie par plus de 80% des salariés. Nous avons aussi entamé une procédure judiciaire en vue de casser le «plan social» proposé, afin de gagner du temps (les premières lettres de licenciement auraient dû arriver au milieu de la période de congés) et d'obtenir une vraie indemnité de départ et pas seulement les 2 ou 3% d'indemnité légale. Nous voulons aussi tenter de faire pression sur l'État, actionnaire dans la société par la Caisse des Dépôts et Consignations à hauteur de 36%, afin qu'il réagisse et participe au sauvetage de l'entreprise et des emplois. Car, au-delà du «plan social» actuel, on peut craindre pour les emplois restants, la direction ne semblant pas vouloir sauver le secteur duplication de Lucé, ce qui se traduirait, à très court terme, par le licenciement des 80 salariés restant sur ce site et par la fermeture de celui-ci.

Pour l'instant, même si nous ne nous faisons pas d'illusions quant à l'avenir, nous restons attentifs à l'évolution de la situation et nous tenons prêts à réagir à nouveau, car la colère est présente. Colère attisée par le manque de scrupules dont a fait preuve la direction en annonçant son projet à la veille des congés, en montrant le peu de cas qu'elle fait de la situation des personnes licenciées précédemment et en annonçant que de nouveaux contrats pourraient être signés dès la rentrée pour le site de Chartres, et aboutir à la réembauche du personnel licencié!

AILLEURS EN CE PAYS

de Colum McCann



lique, plutôt « unioniste », mais qui vit mal la tension, et les pressions exercées par le milieu orangiste.

La troisième nouvelle, plus développée, nous fait vivre un moment particulièrement dramatique de l'histoire récente irlandaise : celui de la grève de la faim menée en 1981 par les prisonniers irlandais de l'IRA, qui réclamaient le statut de prisonniers politiques ainsi que la reconnaissance du caractère politique de leur combat. Le gouvernement de Thatcher ne céda pas, laissant mourir Bobby Sands et neuf de ses camarades. Cette grève de la faim, on peut la suivre par les yeux sensibles d'un jeune adolescent de treize ans et de sa mère. Des nouvelles tout aussi sensibles qu'émouvantes.

William MIRAS

Ailleurs, en ce pays.
Colum McCann, 144 pages.
Edition Belfond 92,50 F
(14,10 euros)

« Ce pays » meurtri et marqué par la répression de l'armée, c'est l'Irlande du Nord, dépeinte dans les trois nouvelles du recueil.

Dans la première nouvelle, une adolescente voit son père perdre contenance devant des soldats anglais qui, certes viennent de le secourir, mais appartiennent aussi à une armée qui lui a pris un fils.

La deuxième nouvelle dépeint une famille catho-

Rééditions
en livre de poche

LE VENTRE DE NEW-YORK

de Thomas Kelly

Le ventre de New York ce sont les sous-sols de la ville. Les chantiers souterrains – les « caissons » – où des ouvriers mineurs forent des tunnels d'adduction d'eau, dans des conditions de danger, de chaleur, de pénibilité inouïes. On suit dans ce roman une tranche de la vie de deux frères, Billy et Paddy, qui représentent les deux facettes de ce que peuvent devenir des enfants d'ouvriers immigrés aux Etats-Unis.

Billy est ouvrier dans les tunnels, il travaille au fond pour essayer de se payer des études. Et Paddy est un tueur, un homme de main de la mafia irlandaise. Le fil rouge du livre est en fait cette comparaison entre ceux qui gagnent peu à travailler comme des forçats, et ceux qui s'abaissent à gagner plus, sans trop d'effort, en tabassant et en tuant pour le compte des riches.

On découvre dans ce livre des aspects que le capitalisme voudrait

bien cacher sur les méthodes de sa réussite. Des ouvriers qui se tuent au travail ; non pas une mafia, mais plusieurs, l'italienne, l'irlandaise, la mafia noire – chacune étant prête à se vendre au plus offrant pour aller liquider un syndicaliste un peu trop revendicatif ou tabasser un chef de chantier qui refuse le racket.

L'on y voit aussi des patrons, des notables, des gens qui reçoivent des prix « d'entrepreneur de l'année » mais qui, quand ils ne sont plus sous le feu des projecteurs, ne craignent pas d'utiliser les services des gangs.

Mais ce qui est le plus touchant dans ce roman, c'est la façon dont l'auteur, lui-même ancien ouvrier des caissons, raconte les conditions de travail et l'esprit qui règne dans l'équipe. Ce sont des hommes que la dureté de leur travail lie solidement. Et même s'ils paraissent cyniques et désabusés (« *La solidarité*, dit l'un d'eux, *c'est un truc que*

tu trouves que dans le dictionnaire, quelque part entre saloperie et syphilis»), ils sont capables de se mettre en grève le jour où une panne d'ascenseur, provoquée par le patron, prive l'un d'entre eux de soins après une crise cardiaque et entraîne sa mort au fond du tunnel.

L'univers dépeint dans ce livre est violent, à un point parfois presque insupportable. Mais on y trouve aussi des personnages chaleureux, dont Billy lui-même, que son admission dans une université ne fait pas renier sa fierté d'ouvrier. L'auteur, même s'il n'a guère confiance dans les possibilités d'un changement collectif de la société, brosse une galerie de portraits réalistes de l'Amérique d'en bas.

Pierre VANDRILLE

Le ventre de New York de Thomas Kelly, chez Rivages/Noir. 468 pages, 65 F.

L'ÉQUILIBRE DU MONDE

de Rohinton Mistry

Ce gros roman, qui vient d'être réédité dans le Livre de Poche, se situe dans l'Inde des années 1970 et 1980. Les quatre personnages principaux vivent dans une grande ville qui pourrait être Calcutta. L'oncle et le neveu, deux tailleurs « intouchables », pauvres parmi les pauvres, ont quitté leur village, sa misère et les persécutions de caste pour chercher à vivre en ville. Ils trouvent à s'embaucher chez Dina, une jeune veuve qui a du mal à vivre seule, et que son frère cherche à obliger à prendre un mari qu'elle n'a pas choisi. Pour gagner quelques piastres, elle loge le quatrième personnage, Manek jeune étudiant descendu de l'Himalaya pour suivre ses études.

Autour de ces quatre personnages, l'auteur évoque, de façon vivante et humaine, l'Inde, et sa population pauvre des bidonvilles et des quartiers populaires.

Dina est couturière. « Patronne », elle paye peu ses ouvriers, mais ne gagne guère en travaillant à façon pour de grandes maisons de couture d'Occident qui revendent ce qu'elle coupe avec quelques zéros de plus, et en dollars ! Et derrière la dureté apparente des rapports entre les gens, la solidarité entre les petits est la plus forte.

La vie est difficile, dans « la

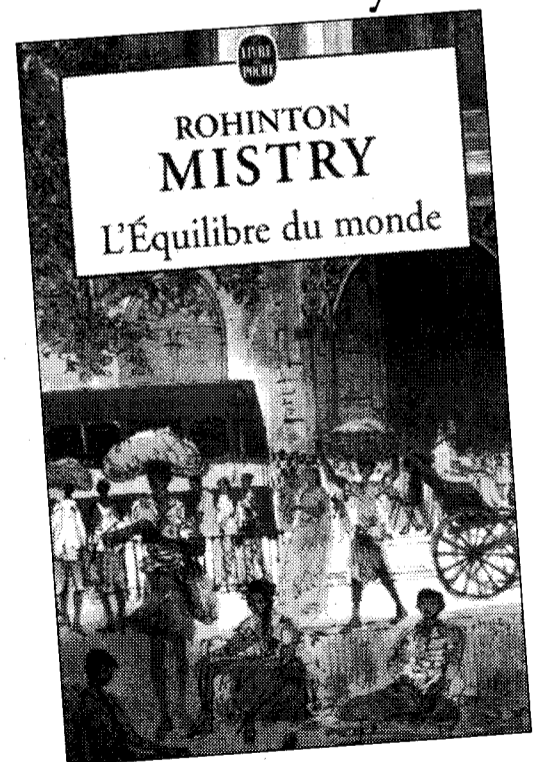
plus grande démocratie du monde ». Il vaut mieux ne pas trop insister pour exercer son droit de vote au village, ni tenter de goûter à la liberté d'expression dans les universités. Dans les bidonvilles, les campagnes d'assainissement, surtout s'il y a une opération immobilière prévue, peuvent raser du jour au lendemain le bidonville où les pauvres ont trouvé refuge. Et gare aux campagnes de limitation des

naissances, c'est-à-dire de stérilisation forcée !

L'image de l'Inde décrite dans ce roman est sans doute proche de la réalité. C'est là un beau roman, avec des personnages attachants.

Alain LECAIRE

L'équilibre du monde de Rohinton Mistry, Le Livre de Poche, 822 pages, 65 F



LES BROCHURES DU CERCLE LÉON TROTSKY

Notre dernière brochure :

- N°90 : *l'agriculture, l'agro-alimentaire et l'alimentation entre les mains du grand capital.*

(Exposé du Cercle Léon Trotsky du 27 avril 2001)

- Prix : 10 F - Envoi contre 12 F en timbres par brochure.

Vient de paraître

LUTTE DE CLASSE N° 59 (été 2001)

Au sommaire :

- France

Les travailleurs face aux licenciements collectifs

- Italie

Berlusconi, un retour bien préparé par les gouvernements de centre-gauche

- Grande-Bretagne

Main basse sur les retraites des travailleurs

- Etats-Unis

La déréglementation du marché de l'électricité en Californie, ou le retour de la bougie à l'heure de la « high tech »

- Tribune de la minorité

Contre les licenciements : la manifestation du 9 juin et ses suites

Prix : 10 F - Envoi contre 12 F en timbres

Allemagne

POUVOIRS PUBLICS ET SYNDICAT À L'AIDE DE BMW

Enfin ce n'est pas la ville française d'Arras, dans le Pas-de-Calais, mais Leipzig, située dans l'ex-RDA, que le constructeur automobile allemand BMW vient de retenir pour y construire une usine neuve où sera fabriqué un nouveau modèle baptisé Série 3.

Si le choix final s'est effectué parmi cinq villes « finalistes », 250 villes ou régions du monde s'étaient, au départ, portées candidates... et ont rivalisé en promesses d'aides pour obtenir cette implantation. Les responsables de ce trust florissant qu'est BMW n'ont ainsi eu que l'embaras du choix pour faire monter les enchères à leur avantage. Ils ont expliqué qu'ils avaient retenu de très nombreux critères de sélection, parmi lesquels, par exemple, le nombre de jours fériés dans la région, le plus bas possible évidemment !

Sur l'investissement de 6 milliards de francs prévu

à Leipzig, le montant total des subventions (ville de Leipzig, Land de Saxe et Etat allemand) se montera à 28 %, selon les dirigeants de la firme. Mais d'après certains journaux d'outre-Rhin il pourrait, finalement, atteindre la limite des 35 % de subventions qu'il est légalement possible d'accorder à une implantation industrielle dans l'est de l'Allemagne. Il faut y ajouter que le prix des terrains et les salaires y sont inférieurs à ceux pratiqués dans l'ouest de l'Allemagne. Enfin, cerise sur le gâteau, un accord entre la direction de BMW et l'IG Metall, le syndicat de la métallurgie, est intervenu sous le nom de « Formule BMW pour l'emploi » : les dirigeants syndicaux s'y déclarent d'accord pour accepter à l'avance, puisque l'usine ne devrait pas ouvrir ses portes avant 2005, une grande flexibilité, comme cela se pratique déjà dans d'autres usines du groupe. D'après la *Süddeutsche Zeitung*, ce fonctionnement permettra de réaliser une éco-

nomie de 20% au niveau du capital nécessaire aux installations. Sans compter les économies réalisées sur la masse salariale, puisqu'il n'y aura pas d'heures supplémentaires à payer.

Autant dire qu'avec ces aides multiples BMW n'aura aucun mal à rentabiliser très rapidement sa nouvelle usine. Le constructeur annonce qu'il emploiera à terme 5 000 salariés, et autant chez les sous-traitants. Cela ne peut, bien sûr, que susciter des espoirs d'embauche, dans une ville qui a vu le nombre de ses emplois industriels passer de 120 000, au moment de la réunification allemande en 1990, à seulement 12 000 aujourd'hui.

Mais rien ne prouve que les travailleurs acceptent longtemps des conditions de travail et de salaire que les dirigeants syndicaux auront acceptées pour eux, des années à l'avance.

Henri MARNIER.

États-Unis

Rebondissement dans la crise de l'électricité

LA PÉNURIE FAIT PLACE À L'ABONDANCE...

L'Etat de Californie aux Etats-Unis, frappé depuis plus d'un an par la pénurie d'électricité au point que les habitants ont dû subir à de multiples reprises des coupures de plusieurs heures, est soudain devenu excédentaire en électricité.

Contrairement à certaines explications officielles, la météo n'y est pas pour grand-chose, mais le cynisme des grands groupes privés qui dominent le secteur de l'énergie y est pour beaucoup.

En effet, la prétendue pénurie était délibérée, destinée à obtenir le droit d'augmenter considérablement les tarifs imposés aux usagers et à faire accepter la chose à ces derniers. Les tarifs ont augmenté de quelque 50% depuis le début de l'année, après des augmentations déjà du même ordre l'an dernier. C'est dire que les grands groupes ont fort bien réussi, avec la complicité des politiciens, à atteindre leurs objectifs et à engranger des profits considérables.

Ils ont même obtenu que l'Etat de Californie s'engage à acheter de l'électricité au jour le jour lorsque celle-ci devient trop rare et trop chère pour que les distributeurs privés veuillent s'en procurer pour servir leurs clients ! Non seulement l'Etat de Californie a

déjà dépensé, rien que depuis le début de l'année, quelque 8 milliards de dollars (quelque 60 milliards de francs) en achats d'électricité, mais il a finalement accepté de signer des contrats à moyen et à long terme, sur plusieurs années, avec les producteurs, contrats par lesquels il s'engage sur des quantités à acheter, qu'il en ait besoin ou pas, et sur des prix fixes d'autant plus élevés qu'ils prennent en compte la prétendue pénurie.

Et comme par hasard, maintenant que les producteurs ont un marché captif extrêmement lucratif, l'électricité devient surabondante et les prix s'effondrent... au niveau où ils étaient avant la crise. L'Etat, qui a acheté le mois dernier de l'électricité au prix moyen de 133 dollars le mégawatt, en a revendu une partie, achetée en trop, sur le marché au jour le jour où le prix du mégawatt a oscillé entre 15 et 30 dollars.

Les grandes compagnies qui produisent et distribuent l'énergie rançonnent les usagers, pillent les caisses de l'Etat, et tout cela le plus légalement du monde, en utilisant les lois du marché... et la complaisance des autorités de l'Etat qui n'ont rien à refuser aux capitalistes.

D. C.

Colombie

COCA-COLA ACCUSÉ D'AVOIR FAIT ASSASSINER UN SYNDICALISTE

Une plainte vient d'être déposée à Miami par le syndicat américain des métallurgistes et la Fondation internationale pour les droits du travail, au nom du syndicat Sinaltrainal qui représente, en Colombie, la majorité des ouvriers des usines d'embouteillage de Coca-Cola. L'entreprise américaine et son principal embouteilleur en Amérique latine, Panamerican Beverages, sont accusés d'avoir fait torturer, séquestrer et assassiner des syndicalistes.

Cette plainte vise à dénoncer des agissements qui ont commencé au début des années 1990, ont continué depuis et s'apparentent à une véritable campagne de terreur contre les militants ouvriers de ces entreprises.

Cinq ouvriers affirment avoir

été victimes d'intimidations, de détentions illégales et de tortures physiques perpétrées par des groupes paramilitaires à la solde de leurs patrons pour les forcer à renoncer à leurs activités syndicales. Le syndicat colombien Sinaltrainal assure que le directeur de l'usine de la ville de Carepa a menacé de mort les syndicalistes de son entreprise avant d'organiser le meurtre de l'un d'entre eux, Isidro Segundo Gil, retrouvé assassiné le 5 décembre 1996.

Pour l'instant, Coca-Cola ne se prononce pas sur la réalité de ces agissements mais nie être responsable. Pourtant, dès l'automne 1996, des syndicalistes avaient signalé les menaces dont ils étaient l'objet à la direction générale de Coca-Cola Colombie. Et puis,

comme le fait remarquer l'un de leurs défenseurs, Coca-Cola contrôle tout dans les usines d'embouteillage, jusqu'à la couleur des salopettes. Donc, dans cette histoire, elle est pour le moins complice, comme au Guatemala, dans les années 1980, où trois syndicalistes travaillant dans une usine d'embouteillage de Coca avaient été assassinés.

En Colombie, 128 syndicalistes sont morts assassinés en 2000. Les multinationales comme Coca-Cola, quand elles ne les commanditent pas, ferment les yeux sur les agissements de leurs filiales qui intimident, malmènent ou éliminent tous ceux qui osent se lever contre l'exploitation dont ils sont victimes.

Olivier NEUVILLE



Manifestation syndicale à Bogota : en 2000, il y a eu 128 syndicalistes assassinés.